



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1034>

# François Hollande : une « priorité » à l'éducation ?

- Éducation -



Date de mise en ligne : dimanche 15 avril 2012

---

L'École Émancipée

---

**Le candidat socialiste affirme une volonté de changement de politique éducative, c'est un élément fort de sa campagne. Pas trop difficile après cinq ans de destructions sarkozistes d'afficher une rupture attendue par des personnels lassés et excédés.**

**A quoi peut-on s'attendre dans les mois à venir en cas de succès de François Hollande ?**

### **Premier élément : création de 60 000 postes dans l'Education, environ 12 000 créations nouvelles par an.**

C'est la fin de l'application comptable de la RGPP (70 000 postes supprimés depuis 2007), du dogme du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans l'éducation.

Des postes, c'est nécessaire, crucial pour interrompre la spirale ascendante de la précarité, pour donner les conditions d'un fonctionnement plus démocratique de l'école. Le candidat du PS va-t-il pour autant s'affranchir d'une vision comptable et managériale de l'école ?

Son équipe de campagne multiplie en tout cas les signes positifs aux organisations syndicales, aux parents d'élèves, à l'opinion publique. Donc au programme, s'il est élu, d'abord des mesures d'urgence, dès la rentrée 2012, puis la mise en chantier d'une loi-cadre à l'automne, des réformes structurelles et globales (rythmes scolaires, métier et formation des enseignants...), dont les négociations démarreraient dès l'été 2012.

### **Quelle vision de l'école ?**

L'« Europe de la connaissance », le développement du « capital-humain » restent bien présents dans la réflexion du PS et les comparaisons avec les autres pays de l'OCDE prennent tout leur sens à cet égard.

L'échec scolaire massif coûte cher, non tant dans le budget de l'éducation mais au niveau global de l'économie. La nécessité de le prévenir, de développer le potentiel des élèves est donc posée comme un axe majeur de rééquilibrage (y compris budgétaire) entre l'école primaire et l'enseignement secondaire, notamment le lycée.

Le projet PS garde aussi en filigrane le mythe de l'« école fondamentale », celui qui avait permis à F. Fillon d'imposer sa loi d'orientation et son socle commun de compétences puis les réformes de la formation, du lycée avec l'appui de certaines forces syndicales ou de courants pédagogiques.

Ecole et collège pour tous, scolarité obligatoire maintenue à 16 ans, il fait l'impasse sur une augmentation des poursuites d'études dans les lycées et l'enseignement supérieur. Pas de remise en question globale de la réforme des lycées et on sait les difficultés rencontrées avec de nombreuses régions qui oeuvrent activement à la promotion de l'apprentissage.

Mais la priorité à la formation des enseignants, y compris pour ceux de maternelle, l'objectif de faire évoluer les pratiques, la référence au principe du « plus de maîtres que de classes », la remise en question du tout-évaluation ou de la concurrence entre élèves et établissements, font écho à des revendications portées par la FSU.

Des Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation remplaceront les IUFM dans le cadre des universités, s'appuyant sur l'alternance et intégrant la recherche. L'année de stage (mais peut-être pas dans les mêmes proportions pour tous les niveaux) serait rétablie avec développement de pré-recrutements dès la licence.

La question des rythmes sera, elle aussi, au programme : allongement du temps scolaire sur l'année, volonté de « revoir un peu » les horaires des lycéens « trop lourds », réduction du nombre d'heures de cours par journée à

combiner avec le temps global passé dans l'école, un temps à discuter avec les collectivités locales, les mouvements d'éducation populaire...

### Un soulagement mais...

Quant au statut des enseignants, on prend garde au QG de campagne de ne pas risquer de fâcher : s'il est quand même question dans le programme PS de revenir sur le décret de 1950, s'il n'est pas prévu de revalorisation indiciaire, l'accent est mis sur la concertation, la capacité des enseignants et de leurs organisations syndicales à prendre en compte des évolutions.

Pas de clash brutal dans l'immédiat mais rien n'est écarté non plus.

En fait, s'il peut être perçu comme un soulagement avec des annonces emblématiques comme le rétablissement des RASED ou la création de milliers de postes dans l'éducation (avec risques de redéploiements dans d'autres secteurs de la FP), ce projet ne modifie pas le fond des politiques néo-libérales menées ces dernières années (sectorisation scolaire, loi LRU, cursus à plusieurs vitesses, autonomie des établissements et décentralisation renforcée...).

Il restera au syndicalisme de quoi batailler !

**Isabelle Sargeni-Chetaud**